

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

F. 81 — 1927

10 SEPTEMBRE 1981. — Arrêté royal relatif à la lutte contre les maladies contagieuses des abeilles

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 30 décembre 1882 sur la police sanitaire des animaux domestiques et les insectes nuisibles, modifiée par la loi du 2 avril 1971 et par l'arrêté royal du 14 août 1933;

Vu l'arrêté du 7 mai 1963 portant organisation de la lutte contre les maladies du bétail, modifié par l'arrêté royal du 19 janvier 1976;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 2 juin 1981;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Considérant que l'extension en Europe de la varroase des abeilles, maladie très grave et extrêmement contagieuse, constitue une menace sérieuse pour notre apiculture, et par conséquent pour toutes les cultures dont la productivité dépend de la pollinisation par les abeilles, il est impérieux de prévoir d'urgence des mesures sanitaires adaptées à la prévention et à la lutte contre cette affection;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales. — Définitions

Article 1er. La loque américaine, la loque européenne, l'acariose et la varroase des abeilles sont classées parmi les maladies visées par les articles 319, 320 et 321 du Code Pénal.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1. atteintes : les colonies dont les abeilles ou le couvain ont été reconnues, après ou sans examen de laboratoire, atteintes par une des maladies visées à l'article 1er;

2. suspectes d'être atteintes : les colonies dont les abeilles ou le couvain présentent des signes faisant suspecter l'existence d'une de ces maladies;

3. suspectes de contamination :

a) les colonies faisant partie d'un rucher où une de ces maladies, à quelque degré que ce soit, a été constatée;

b) les colonies susceptibles d'être contaminées par le voisinage de ruchers infectés, ou par le contact avec du matériel biologique, notamment des abeilles, du couvain, de la cire, du miel ou des objets quelconques, pouvant véhiculer ou contenir les agents de ces maladies;

4. le foyer : le rucher dont une ou plusieurs colonies sont atteintes par une des maladies citées à l'article 1er;

5. assistant apicole : la personne proposée par la Chambre Syndicale d'apiculture, agréée par l'inspecteur vétérinaire et assermentée par le gouverneur de la province pour intervenir dans l'application des mesures de police sanitaire prévues par le présent arrêté;

6. agent apicole : la personne proposée par une société régionale d'apiculture et agréée par l'inspecteur vétérinaire pour exécuter une mission dans une région où le Ministre de l'Agriculture décide d'instaurer une lutte organisée contre des maladies des abeilles;

7. échantillonneur : la personne proposée par une société régionale d'apiculture et agréée par l'inspecteur vétérinaire pour aider l'agent apicole dans la prise d'échantillons d'abeilles dans le cadre d'une lutte contre les maladies des abeilles;

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 81 — 1927

10 SEPTEMBER 1981. — Koninklijk besluit betreffende de bestrijding van de besmettelijke ziekten van de bijen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 30 december 1882 op de diergeneeskundige politie en de schadelijke insecten, gewijzigd bij de wet van 2 april 1971 en bij koninklijk besluit van 14 augustus 1933;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 mei 1963 houdende inrichting van de bestrijding der veeziekten, gewijzigd bij koninklijk besluit van 19 januari 1976;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 2 juni 1981;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Overwegende dat de uitbreiding in Europa van de bijenvarroase, die een zeer ernstige en bijzonder besmettelijke ziekte is, een ernstige bedreiging vormt voor de bijenteelt en bijgevolg voor alle teelten waarvan de produktiviteit afhangt van de bestuiving door de bijen, zodat het onbetwistbaar noodzakelijk is dringend sanitaire maatregelen te treffen die aangepast zijn aan het voorkomen en het bestrijden van deze aandoening;

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen. — Begripsbepalingen

Artikel 1. Amerikaans vuilbroed, Europees vuilbroed, acariose en varroase bij bijen worden gerangschikt onder de ziekten bedoeld bij de artikelen 319, 320 en 321 van het Strafwetboek.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1. aangetast te zijn : de kolonies waarvan de bijen of het broed, al dan niet na laboratoriumonderzoek, aangetast bevonden werden door één der ziekten bedoeld bij artikel 1;

2. verdacht aangetast te zijn : de kolonies waarvan de bijen of het broed tekenen vertonen welke de aanwezigheid van één der ziekten doen vermoeden;

3. verdacht besmet te zijn :

a) de kolonies die deel uitmaken van een bijenstand, waarin één dezer ziekten, in welke mate ook, werd vastgesteld;

b) de kolonies die door één dezer ziekten kunnen besmet zijn wegens de nabijheid van besmette bijenstanden of ten gevolge van een contact met biologisch materiaal zoals bijen, broed, was en honing, of om het even welke voorwerpen die de verwekkers van deze ziekten kunnen overbrengen of bevatten;

4. haard : de bijenstand waarvan één of meerdere kolonies door één der in artikel 1 vermelde ziekten aangetast zijn;

5. assistent voor de bijenteelt : de persoon voorgedragen door de Syndicale Kamer voor de bijenteelt, erkend door de inspecteur-dierenarts en beëdigd door de gouverneur van de provincie om op te treden bij de toepassing van de maatregelen van gezondheidspolitie voorzien bij dit besluit;

6. agent voor de bijenteelt : de persoon voorgesteld door de regionale vereniging voor bijenteelt en erkend door de inspecteur-dierenarts voor het uitvoeren van een opdracht in een gebied, waarin de Minister van Landbouw besluit een georganiseerde bestrijding van de ziekten der bijen in te richten;

7. monsternemer : de persoon voorgedragen door een regionale vereniging voor bijenteelt en erkend door de inspecteur-dierenarts om de agent voor bijenteelt bij te staan in het nemen van bijenmonsters in het kader van een georganiseerde bestrijding van de ziekten der bijen;

8. apiculteur : la personne qui, à quelque titre que ce soit, détient les abeilles;

9. lutte organisée : efforts collectifs d'un groupe d'apiculteurs sous la direction d'un inspecteur vétérinaire, dans une région déterminée par le Ministre de l'Agriculture, pour éradiquer des maladies des abeilles;

Art. 3. Dans le but de prévenir l'apparition ou la propagation des maladies contagieuses des abeilles visées à l'article 1er, le Ministre de l'Agriculture peut réglementer ou interdire le transport, la vente, l'exposition aux foires et marchés, des abeilles ainsi que des produits et matériels susceptibles d'être contaminés.

Art. 4. Le Ministre de l'Agriculture peut prendre des dispositions en vue d'assurer l'identification des ruchers.

CHAPITRE II. — Mesures sanitaires

Art. 5. Tout apiculteur dont les colonies d'abeilles sont suspectes d'être atteintes ou contaminées par une des maladies citées à l'article 1er est tenu d'en faire immédiatement la déclaration au bourgmestre de la commune où se situe le rucher.

Art. 6. Si pour des raisons épizootiologiques quelconques, l'inspecteur vétérinaire suspecte un rucher d'être contaminé par une des maladies visées à l'article 1er, il peut en ordonner l'examen.

Art. 7. Lorsque des mortalités anormales se présentent dans ses colonies d'abeilles, l'apiculteur est tenu d'envoyer, de son propre chef ou par l'intermédiaire d'un vétérinaire agréé, un échantillon d'abeilles à l'Institut National de Recherches vétérinaires à Uccle ou à un laboratoire agréé par le Ministre de l'Agriculture.

En cas d'examen positif, le vétérinaire agréé ou le directeur du laboratoire intéressé est tenu d'avertir immédiatement l'inspecteur vétérinaire de la circonscription où le rucher est situé.

Art. 8. Lorsque le diagnostic d'une des maladies visées à l'article 1er est confirmé, l'inspecteur vétérinaire délimite autour du foyer, en fonction de l'agent pathogène et des circonstances épizootiologiques existantes, une zone de protection d'au moins 3 km. de rayon et le notifie au bourgmestre de la ou des communes concernées.

L'inspecteur vétérinaire décide si un examen des ruchers situés dans la zone de protection doit être effectué pour dépister une éventuelle dispersion de l'infection.

Lorsque l'inspecteur vétérinaire ou l'assistant apicole qui le représente doit procéder à un examen des colonies d'abeilles, l'apiculteur est obligé de lui prêter sa collaboration et son matériel pour ouvrir et examiner les ruches.

Art. 9. Il est interdit aux apiculteurs de vendre, de commercialiser, de transporter, de louer ou d'emprunter des colonies, des reines, des rayons, des ruches ou des ustensiles annexés provenant du foyer ou de la zone de protection.

Il est en outre interdit aux sociétés apicoles qui mettent du matériel à la disposition de leurs membres, de prêter celui-ci à des apiculteurs établis dans la zone de protection.

Ces dispositions sont immédiatement portées à la connaissance des intéressés par l'autorité communale qui fera enclémer les cinq jours, le relevé des apiculteurs habitant la zone de protection et le transmettra à l'inspecteur vétérinaire.

Art. 10. Sans préjudice des dispositions des articles 9, 11 et 12 et 13, les apiculteurs dont les colonies sont atteintes par une des maladies visées à l'article 1er ou détenant des ruches dans une zone de protection sont tenus d'appliquer toutes les mesures de lutte prescrites par l'inspecteur vétérinaire.

Ces mesures sont appliquées sous son contrôle ou sous celui de l'assistant apicole.

Art. 11. En cas d'atteinte de colonies d'abeilles par la loque, les mesures suivantes sont d'application :

- les abeilles sont détruites et brûlées;
- les ruches en paille et les rayons sont brûlés;
- les ruches, les cadres et le matériel susceptible d'être contaminé sont soigneusement nettoyés et désinfectés;

8. bijenhouder : de persoon die ten welken titel ook, bijen onder zich houdt;

9. georganiseerde bestrijding : gemeenschappelijke inspanningen van een groep bijentelers, onder leiding van de inspecteur-dierenarts, in een gebied bepaald door de Minister van Landbouw, om bijenziekten uit te roeien;

Art. 3. Ten einde het verschijnen of het zich verbreiden van de in artikel 1 bedoelde besmettelijke bijenziekten tegen te gaan, kan de Minister van Landbouw het vervoer, de verkoop en het tentoonstellen op kermissen en markten van bijen, alsmede de produkten en materialen die besmet kunnen zijn, reglementeren of verbieden.

Art. 4. De Minister van Landbouw kan maatregelen nemen ten einde de identifikatie van de bijenstanden te verzekeren.

HOOFDSTUK II. — Sanitaire maatregelen

Art. 5. Ieder bijenhouder waarvan de bijenkolonies verdacht zijn aangetast of besmet te zijn door één van de in artikel 1 genoemde ziekten, is gehouden er onmiddellijk aangifte van te doen aan de burgemeester van de gemeente waar de bijenstand zich bevindt.

Art. 6. Wanneer om welke reden ook van epizootiologische aard, de inspecteur-dierenarts een bijenstand verdenkt besmet te zijn door één der in artikel 1 bedoelde ziekten kan hij het onderzoek ervan voorschrijven.

Art. 7. Wanneer zich abnormale sterfte voordoet in zijn bijenkolonies, is de bijenhouder verplicht, hetzij zelf, hetzij door tussenkomst van een aangenomen dierenarts, een monster van bijen op te zenden naar het Nationaal Instituut voor Diergeneeskundig Onderzoek te Ukkel, of naar een door de Minister van Landbouw erkend laboratorium.

Wanneer het onderzoek positief uitvalt, is de aangenomen dierenarts of de directeur van het betrokken laboratorium gehouden onmiddellijk de inspecteur-dierenarts van de omschrijving waar de bijenstand zich bevindt, te verwittigen.

Art. 8. Wanneer de diagnose van één der ziekten bedoeld in artikel 1 bevestigd wordt, baken de inspecteur-dierenarts, in functie van het pathogeen agens en van de bestaande epizootiologische omstandigheden, rond de haard, één schutkring af van ten minste 3 km. straal en betekent deze aan de burgemeester van de betrokken gemeenten.

De inspecteur-dierenarts beslist of er in de bijenstanden in de schutkring een onderzoek moet worden ingesteld om een gebeurlijke verspreiding van de besmetting op te sporen.

Wanneer de inspecteur-dierenarts of de assistent voor de bijenteelt die hem vertegenwoordigt, moet overgaan tot een onderzoek der bijenkolonies, is de eigenaar of de houder verplicht zijn medewerking te verlenen en zijn materiaal te laten gebruiken om de kasten te openen en te onderzoeken.

Art. 9. Het is de bijenhouders verboden kolonies, koninginnen, raten, kasten, korven of bijbehorende gereedschappen voortkomende uit de haard of uit de schutkring te verkopen, in de handel te brengen, te vervoeren, zich ervan te ontdoen, te lenen of te ontlenen.

Het is bovendien verboden aan de verenigingen voor bijenteelt, die materiaal ter beschikking van hun leden houden, dit aan bijenhouders uit de schutkring te lenen.

Deze bepalingen worden onmiddellijk ter kennis van de belanghebbenden gebracht door de zorgen van de gemeenteoverheid, die binnen de vijf dagen de lijst van de bijenhouders in de schutkring zal opmaken en laten geworden aan de inspecteur-dierenarts.

Art. 10. Onverminderd de bepalingen van de artikelen 9, 11, 12 en 13, zijn de imkers wier kolonies aangetast zijn door één der ziekten bedoeld bij artikel 1 of wier bijenstanden in de schutkring gelegen zijn, gehouden alle maatregelen toe te passen die door de inspecteur-dierenarts worden voorgeschreven.

Deze maatregelen worden toegepast onder zijn toezicht of onder dit van de assistent voor de bijenteelt.

Art. 11. Wanneer bijenkolonies aangetast bevonden worden door vuilbroed, worden volgende maatregelen toegepast :

- de bijen worden verdeeld en verbrand;
- de korven en de raten worden verbrand;
- de kasten, de ramen en de voorwerpen die kunnen besmet zijn, worden zorgvuldig gereinigd en ontsmet;

— le miel ne peut être vendu ou utilisé pour les besoins de l'apiculture qu'après avoir été chauffé en vase clos pendant une demi-heure à une température de 110° C et trouvé indemne de germes;

— la cire, après avoir été fondue, peut être employée à des usages industriels mais ne peut servir à la préparation de la cire gaufrée.

Art. 12. Les colonies d'abeilles trouvées atteintes ou suspectes d'être atteintes d'acariose peuvent être soumises à un traitement médical selon les prescriptions de l'inspecteur vétérinaire.

Dans les cas d'infection grave où un traitement efficace s'avère impossible, l'inspecteur vétérinaire peut décider la destruction des colonies.

Art. 13. Sauf si le Ministre de l'Agriculture en décide autrement, en cas de foyer de varroase, les mesures suivantes sont d'application :

- toutes les colonies du foyer sont détruites et brûlées;
- les ruches en paille et les rayons à couvain sont brûlés;
- les ruches, les cadres et le matériel annexé sont soigneusement nettoyés et désinfectés;
- la cire, peut être normalement utilisée après avoir été fondue à une température d'au moins 65° C pendant une demi-heure.

Art. 14. Dans les cas où l'inspecteur vétérinaire ordonne la destruction de colonies atteintes, présumées atteintes ou suspectes de contamination, une indemnité de 1 000 francs pour les ruches en bois et 600 francs pour les ruches en paille peut être accordée à l'apiculteur.

La destruction et la désinfection se font en présence de l'assistant apicole.

Art. 15. L'inspecteur vétérinaire lève les mesures dès qu'il a la preuve de la disparition de la maladie ou de l'extinction du foyer. Il notifie sa décision au bourgmestre de la commune.

En cas de varroase, l'inspecteur vétérinaire lève les mesures lorsque tous les ruchers de la zone de protection ont été trouvés indemnes de varroase lors de trois examens au moins effectués selon ses prescriptions.

CHAPITRE III

Lutte organisée contre des maladies des abeilles

Art. 16. Dans les régions où il l'estime nécessaire et qu'il désigne, le Ministre de l'Agriculture peut instaurer une lutte organisée contre des maladies des abeilles déterminées par lui.

Art. 17. La lutte organisée contre les maladies des abeilles est instaurée sous la direction de l'inspecteur vétérinaire aidé par les agents apicoles.

Art. 18. Dans les régions où une lutte organisée contre des maladies des abeilles est instaurée, les apiculteurs peuvent s'affilier librement à cette lutte suivant les modalités fixées par le Ministre de l'Agriculture.

Art. 19. Dans les régions visées à l'article 16 du présent arrêté et si cela s'avère nécessaire pour déclarer une zone indemne de maladie afin de rendre possible l'exportation de colonies d'abeilles, l'inspecteur vétérinaire peut ordonner l'examen des colonies appartenant à des apiculteurs non affiliés à la lutte organisée contre les maladies des abeilles.

Pour un examen ainsi ordonné, l'apiculteur paye les frais fixés par le Ministre de l'Agriculture.

Art. 20. Les examens de laboratoire, effectués dans le cadre de la lutte organisée, sont exécutés par les centres de dépistage des fédérations de lutte contre les maladies du bétail visés par l'arrêté royal du 7 mai 1963 portant organisation de la lutte contre les maladies du bétail et reconnus à cet effet par le Ministre de l'Agriculture.

Art. 21. Dans les limites des crédits budgétaires, le Ministre de l'Agriculture peut accorder aux fédérations de lutte contre les maladies du bétail intégrées dans la lutte organisée contre les maladies des abeilles, une indemnité adaptée à la nature et au nombre des examens de laboratoire effectués dans ce cadre dans les centres de dépistage.

— de honing mag slechts worden verkocht of voor de behoeften van bijenteelt worden gebruikt na gedurende een half uur in gesloten ketel op een temperatuur van 110° C te zijn verhit en na kiemvrij te zijn bevonden;

— de was mag, na gesmolten te zijn, gebruikt worden voor nijverheidsdoeleinden maar mag niet dienen voor de bereiding van kunsttraat.

Art. 12. Wanneer de bijenkolonies aangetast of verdacht aangetast worden door acariose, mogen zij geneeskundig behandeld worden volgens de voorschriften van de inspecteur-dierenarts.

In gevallen van erge besmetting waar een doeltreffende behandeling onmogelijk blijkt, kan de inspecteur-dierenarts beslissen de kolonies te verdelgen.

Art. 13. Behalve wanneer de Minister van Landbouw er anders over beslist, zijn in een haard van varroase volgende maatregelen van kracht :

- alle kolonies in de haard worden verdelgd en verbrand;
- de korven en de broeddraten worden verbrand;
- de kasten, de ramen en de erbij behorende voorwerpen, worden zorgvuldig gereinigd en ontsmet;
- de was mag normaal worden gebruikt na te zijn gesmolten op een temperatuur van ten minste 65° C gedurende een half uur.

Art. 14. In de gevallen waar de inspecteur-dierenarts de verdelging van aangetaste, verdacht aangetaste of verdacht besmette kolonies oplegt kan aan de eigenaar een vergoeding worden toegekend van 1 000 frank per kast en 600 frank per korf.

De verdelging en de ontsmetting gebeuren in de aanwezigheid van de assistent voor de bijenteelt.

Art. 15. De inspecteur-dierenarts heft de maatregelen op, zodra hij zeker is dat de ziekte verdwenen is of de ziektenaard uitgedoofd. Hij betekend zijn beslissing aan de burgemeester van de gemeente.

In geval van varroase heft de inspecteur-dierenarts de maatregelen op wanneer alle bijenstanden in de schutkring vrij van varroase bevonden zijn bij tenminste 3 onderzoeken, uitgevoerd volgens zijn voorschriften.

HOOFDSTUK III

Georganiseerde bestrijding van bijenziekten

Art. 16. In de gebieden waar hij het noodzakelijk acht en die hij bepaalt, kan de Minister van Landbouw een georganiseerde bestrijding inrichten van de bijenziekten die hij aanduidt.

Art. 17. De georganiseerde bestrijding van bijenziekten wordt ingericht onder de leiding van de inspecteur-dierenarts, bijgestaan door de agenten voor de bijenteelt.

Art. 18. In de gebieden waar een georganiseerde bestrijding van bijenziekten wordt ingericht, kunnen de bijenhouders vrijwillig tot deze bestrijding toetreden volgens de modaliteiten door de Minister van Landbouw bepaald.

Art. 19. Binnen de in artikel 16 bedoelde gebieden kunnen de bijenhouders die niet vrijwillig tot de georganiseerde bijenziektenbestrijding toetreden, door de inspecteur-dierenarts verplicht worden hun bijenkolonies te laten onderzoeken indien dit noodzakelijk is om bepaalde zones ziektevrij te verklaren ten einde de uitvoer van bijenkolonies mogelijk te maken.

Voor dergelijk opgelegd onderzoek betaalt de bijenhouder de kosten door de Minister van Landbouw bepaald.

Art. 20. De laboratorium-onderzoeken, in het kader van de georganiseerde bijenziektenbestrijding verricht, worden uitgevoerd door de opsporingscentra van de verbonden voor veeziektenbestrijding bedoeld bij het koninklijk besluit van 7 mei 1963, houdende inrichting van de bestrijding der veeziekten en hiervoor door de Minister van Landbouw erkend.

Art. 21. Binnen de perken van de begrotingswet kan de Minister van Landbouw aan de verbonden voor veeziektenbestrijding die in de georganiseerde bijenziektenbestrijding worden ingeschakeld, een vergoeding toekennen, aangepast aan de aard en de omvang van het laboratoriumonderzoek dat in dit raam in het opsporingscentrum moet worden verricht.

Art. 22. Le Ministre de l'Agriculture fixe les indemnités pour les prestations et les déplacements des assistants apicoles, des agents agricoles et des échantillonneurs, effectués en application du présent arrêté.

Art. 23. Pour l'application du présent arrêté, l'inspecteur vétérinaire peut faire appel à des assistants ou des agents apicoles.

Pour la prise d'échantillons d'abeilles dans le cadre de la lutte organisée contre les maladies des abeilles, l'inspecteur vétérinaire peut faire appel aux agents apicoles et aux échantillonneurs.

Cette prise d'échantillons se fait aux frais de l'Etat.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 24. Les infractions aux dispositions du présent arrêté qui ne tombent pas sous l'application des articles 319, 320 et 321 du Code Pénal, sont punies conformément aux articles 4, 6 et 7 de la loi du 30 décembre 1882 sur la police sanitaire des animaux domestiques et les insectes nuisibles.

Art. 25. L'arrêté royal du 4 janvier 1977 relatif à la lutte contre les maladies contagieuses des abeilles est abrogé.

Art. 26. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 27. Notre Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 10 septembre 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de l'Agriculture,
A. LAVENS

F. 81 — 1928

11 SEPTEMBRE 1981. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 23 novembre 1979 portant agréation de laboratoires provinciaux, communaux et privés

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1963 portant agréation de laboratoires provinciaux, communaux et privés;

Vu l'arrêté ministériel du 23 novembre 1979 portant agréation de laboratoires provinciaux, communaux et privés,

Arrête :

Article unique. L'article 1, B, concernant la détermination des qualités substantielles des substances destinées à l'alimentation des animaux, de l'arrêté ministériel du 23 novembre 1979 portant agréation de laboratoires provinciaux, communaux et privés est complété comme suit :

« M. Aerts, V., Chambre arbitrale et de conciliation de grains et graines, Borzestraat 29, 2000 Anvers. »

L'article 1, G, concernant l'analyse des semences de l'arrêté ministériel précité du 23 novembre 1979 est complété comme suit :

« M. Aerts, V., Chambre arbitrale et de conciliation de grains et graines, Borzestraat 29, 2000 Anvers. »

Bruxelles, le 11 septembre 1981.

A. LAVENS

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

F. 81 — 1929

Arrêté ministériel du 14 juillet 1981 modifiant l'arrêté ministériel du 26 juillet 1978 portant le règlement du personnel de l'Office de la Navigation. — Errata

Moniteur belge n° 180 du 19 septembre 1981 :

— page 11657, à l'article 2 du texte néerlandais, il y a lieu de lire : « Art. 2. Artikel 2 van... » au lieu de « Art. 2. Artikel 1 van... ».

Art. 22. De Minister van Landbouw bepaalt de vergoedingen voor de prestaties en de verplaatsingen die de assistenten, de agenten voor de bijenteelt en de monsternemers uitvoeren in toepassing van dit besluit.

Art. 23. Voor de toepassing van dit besluit kan de inspecteur-dierenarts beroep doen op de assistenten of agenten voor de bijenteelt.

Voor het nemen van bijenmonsters in het kader van de georganiseerde bijenziektenbestrijding kan de inspecteur-dierenarts beroep doen op de agenten van de bijenteelt en op de monsternemers.

Deze monstername gebeurt op kosten van de Staat.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 24. Overtreding van de bepalingen van dit besluit, die niet vallen onder de toepassing van de artikelen 319, 320 en 321 van het Strafwetboek, worden gestraft overeenkomstig de artikelen 4, 6 en 7 van de wet van 30 december 1882 op de diergeneeskundige politie en de schadelijke insecten.

Art. 25. Het koninklijk besluit van 4 januari 1977 betreffende de bestrijding van de besmettelijke ziekten van de bijen, wordt opgeheven.

Art. 26. Dit besluit treedt in werking de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 27. Onze Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 10 september 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Landbouw,
A. LAVENS

N. 81 — 1928

11 SEPTEMBER 1981. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 23 november 1979 houdende erkenning van provinciale, gemeentelijke en private laboratoria

De Minister van Landbouw,

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1963 houdende erkenning van provinciale, gemeentelijke of private laboratoria;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 november 1979 houdende erkenning van provinciale, gemeentelijke en private laboratoria,

Besluit :

Enig artikel. Het artikel 1, B, betreffende de bepaling van de hoofdzakelijke hoedanigheden van stoffen bestemd voor diervoeding, van het ministerieel besluit van 23 november 1979 houdende erkenning van provinciale, gemeentelijke en private laboratoria wordt aangevuld als volgt :

« M. Aerts, V., Arbitrage en Verzoeningskamer voor granen en zaden, Borzestraat 29, 2000 Antwerpen. »

Het artikel 1, G, betreffende het onderzoek van zaaizaden van voormeld ministerieel besluit van 23 november 1979 wordt aangevuld als volgt :

« M. Aerts, V., Arbitrage en Verzoeningskamer voor granen en zaden, Borzestraat 29, 2000 Antwerpen. »

Brussel, 11 september 1981.

A. LAVENS

MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN

N. 81 — 1929

Ministerieel besluit van 14 juli 1981 tot wijziging van het ministerieel besluit van 26 juli 1978 houdende het reglement voor het personeel van de « Office de la Navigation ». — Errata

Belgisch Staatsblad nr. 180 van 19 september 1981 :

— bladzijde 11657, in artikel 2 van de Nederlandse tekst, lees : « Art. 2. Artikel 2 van... » in plaats van « Art. 2. Artikel 1 van... ».